



**Conseil d'Administration du PNUD**  
**Intervention de M. Jean FEYDER, Représentant permanent du Luxembourg**  
**Genève, le 25 juin 2012**

Monsieur le Président,

Le Luxembourg remercie l'Administrateur de la présentation qu'elle a faite ce matin. Il la félicite du travail qu'elle réalise à la tête de l'Organisation et pour la diversité des activités de développement y compris sur le plan de développement des Institutions.

Le Luxembourg entend rester un partenaire fiable du PNUD et poursuivre avec lui sa coopération étroite.

La Conférence de Rio+20 vient de fermer ses portes, nous n'avons pas encore fini l'analyse de ses résultats. Nous sommes conscients des enjeux.

La Conférence Internationale du Travail s'est terminée ici à Genève il y a 10 jours. Elle a adopté, à la quasi-unanimité, une recommandation sur les socles nationaux de protection sociale. Cette recommandation lui a été soumise par une Commission que le Luxembourg a eu l'honneur de présider. Elle vise à assurer à chaque personne dans le besoin, le minimum, c'est-à-dire, un accès aux soins de santé et aux soins de maternité ; elle vise de même à assurer à tous les enfants l'accès à l'alimentation et à l'éducation. Elle constitue un instrument nouveau et encourageant dans la lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion.

La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, doit rester au centre de notre attention. L'objectif numéro 1 vise à réduire de moitié la part de ceux qui souffrent de faim dans le monde, or ce nombre – de quelque 840 millions en 2000 - n'a cessé d'augmenter ces dernières années et atteint presque un milliard de personnes. Des efforts substantiels sont donc nécessaires pour redresser la situation.

Une donnée fondamentale et longtemps ignorée : 80% de ceux qui souffrent de faim sont des petits paysans, des paysans sans terre et des travailleurs ruraux.

Le Luxembourg félicite donc le PNUD d'avoir consacré son rapport sur le développement humain de cette année à la sécurité alimentaire en Afrique. C'est en effet en Afrique que l'insécurité alimentaire s'est développée peut-être le plus vite ; il n'en reste pas moins que quelque 600 millions de personnes qui souffrent de faim, se trouvent dans les pays de l'Asie

du sud. Si nous voulons donc réaliser l'objectif n°1, nous ne pouvons pas nous désintéresser de ces pays.

Les 53 pays les moins avancés dont la majorité se trouve en Afrique subsaharienne ont connu un excédent pour les produits alimentaires de 1 milliard de dollars il y a 30 ans, qui est devenu un déficit de 7 milliards en l'an 2000 et même de 25 milliards en 2008, selon les données de l'OMC et de la CNUCED. Or, l'Afrique a toutes les ressources nécessaires pour produire toute l'alimentation dont elle a besoin. Les femmes jouent un rôle particulier comme ce sont elles qui assurent 80% de la production alimentaire.

Que faut-il faire ? Je me limite aux dix éléments suivants :

- Réserver une nouvelle priorité à l'agriculture dans toute stratégie future de développement,
- Associer toutes les parties concernées à l'élaboration de telles stratégies y compris les associations paysannes,
- Augmenter les investissements dans l'agriculture et redresser la chute de la part de l'APD pour ce secteur qui est tombée de 20% en 1980 à 4% en 2004,
- Développer les capacités humaines,
- Renforcer les infrastructures, faciliter l'accès aux intrants, au crédit et au savoir,
- Assurer l'accès à la terre,
- Réguler les marchés pour tenir compte de la très basse productivité agricole des petits paysans nullement en mesure de faire face à la concurrence internationale,
- Assurer des prix rémunérateurs pour les producteurs et des prix abordables pour les consommateurs,
- Développer les capacités de stockage aux niveaux local, rural et national,
- Encourager une agriculture organique pour faire face aux changements climatiques.

### **Agenda du développement post-2015**

Le projet des OMD a des objectifs essentiellement sociaux. Tout futur projet devrait également inclure des objectifs économiques. Cela nous paraît indispensable pour assurer l'autonomisation progressive des pays en développement. Le Luxembourg s'est donc félicité que, lors du Sommet sur les OMD en 2010 à New York, l'importance des capacités de production a été incluse dans la déclaration finale. La création de telles capacités est liée à la création d'un maximum d'emplois, surtout d'emplois pour les jeunes et garantir un travail décent.

Ces capacités doivent concerner tous les secteurs économiques, et en premier lieu l'agriculture comme nous l'avons souligné. Mais elles doivent de même porter sur l'industrie en vue également d'arrêter et de redresser le processus de désindustrialisation que connaissent nombre de pays en développement et surtout les pays de l'Afrique subsaharienne, comme cela

résulte d'une étude récente du Organisation Internationale du Travail<sup>1</sup>. Selon cette étude, l'Afrique subsaharienne a perdu 25% de ses emplois dans le secteur industriel entre 1980 et 2005.

Deux autres dimensions pour ces capacités de production nous paraissent essentielles : celles de leur financement et celles de l'environnement commercial adéquat.

Enfin, le Luxembourg estime que des consultations avec toutes les Organisations Internationales devraient être organisées en vue des échéances futures dans le cadre des travaux préparatoires pour tout agenda post-2015.

Je vous remercie.

---

<sup>1</sup> ILO : Trade and Employment : from myths to facts